

L'Europe et la crise énergétique : stop au gaspillage public et demande d'un moratoire européen

Une coalition de citoyens, d'élus locaux et d'experts de toute l'Union européenne appelle à une transition énergétique raisonnée, territoriale et démocratique.

Bruxelles, le 4 juin 2025 - A 10h30, Place du Luxembourg : les délégations européennes, celles de l'Allemagne, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Suède, de la Suisse et d'autres Etats membres, se réuniront pour demander un moratoire sur les parcs éoliens terrestres et offshore et sur les parcs solaires au sol, afin de répondre à quatre demandes claires inspirées par les demandes des citoyens :

1. Réduire le coût de l'électricité pour les ménages et les entreprises.
2. Sécuriser l'approvisionnement et garantir la stabilité du réseau.
3. Protéger le climat, les paysages et l'environnement.
4. Promouvoir un emploi sain, respectueux de la souveraineté et de l'identité des communautés locales

Organisé par l'initiative citoyenne EU Charade, ce rassemblement s'inscrit dans une vague croissante de protestation contre une politique énergétique jugée dogmatique, coûteuse et déconnectée des réalités locales, physiques et sociales.

Un constat partagé à travers le continent

Dans de nombreux États membres, les parcs éoliens terrestres et marins, ainsi que les méga-installations solaires au sol, sont critiqués pour avoir été imposés, très souvent contre la volonté des populations locales. Parmi les conséquences signalées, on peut citer :

- des factures d'énergie plus élevées pour les ménages et les entreprises ;
- la défiguration des paysages, accompagnée de l'érosion du patrimoine rural et côtier ;
- l'érosion des terres agricoles et des forêts et un risque accru pour la biodiversité ;
- l'instabilité du réseau électrique et la volatilité inquiétante des prix.

Une bombe à retardement économique - plusieurs centaines de milliards gaspillés

Les experts estiment que les subventions, les garanties de rachat, les coûts de raccordement et les coûts d'adaptation au caractère intermittent de ces technologies ont déjà englouti plusieurs centaines de milliards d'euros d'argent public. Par ailleurs, la disponibilité physique des métaux critiques (cuivre, lithium, terres rares, etc.) reste limitée, rendant illusoire toute extension illimitée de ces technologies, sans parler d'une dépendance accrue vis-à-vis de l'étranger.

Une alternative crédible et gérable

Plutôt que de poursuivre cette trajectoire, EU Charade préconise un modèle de transition énergétique basé sur :

1. Réduire la consommation d'énergie et améliorer la performance des usages ;
2. le développement des énergies renouvelables contrôlables ;
3. des systèmes photovoltaïques en toiture pour l'autoconsommation collective locale ;
4. le respect du droit des territoires à décider de leur propre avenir énergétique.

Selon les études, un potentiel de plusieurs milliers de TWh de chaleur renouvelable pourrait être mobilisé d'ici 2050 sans recours massif à l'éolien ou aux méga-champs solaires au sol.

Mobilisation européenne et perspectives démocratiques

Les demandes de l'UE Charade sont les suivantes :

- l'introduction immédiate d'un moratoire européen sur tous les projets de mégaparc éoliens et photovoltaïques sur terre et en mer ;
- la mise en œuvre d'une évaluation indépendante et exhaustive des scénarios énergétiques, intégrant les impacts sociaux et environnementaux ;
- la suppression des subventions massives et des garanties de prix accordées aux promoteurs privés ;
- le renforcement du cadre démocratique, avec une consultation effective des citoyens et le respect des chartes constitutionnelles.
- l'abolition des quotas et des sanctions associées, et la suppression de la notion d'"intérêt public supérieur".

Vers une transition équitable et souveraine

EU Charade et ses partenaires rappellent que l'énergie est un bien commun et ne peut être réduite à une simple marchandise. Les constitutions nationales, la préservation des territoires et la durabilité des sociétés européennes exigent un modèle énergétique démocratique qui respecte les limites planétaires et les identités locales.

"Le moratoire n'est pas une pause, mais une condition sine qua non pour repenser un avenir énergétique durable et équitable.

Enfin, le mouvement appelle à "un nouveau souffle pour la décarbonisation de l'Europe", basé sur des solutions locales, stables, réversibles et sobres.

SUPPLÉMENT À L'ARTICLE

Qui est EU Charade ? Une voix pour les territoires et la souveraineté énergétique

EU Charade (European Union Citizens for a Human and Rational Approach to Decarbonation and Energy) est une plateforme citoyenne transnationale née de la convergence de groupes locaux, d'élus, d'ingénieurs, de juristes et de scientifiques engagés pour une transition énergétique compatible avec la démocratie, la raison et les réalités physiques. Ce réseau fédère les résistances qui émergent à travers l'Europe face à des politiques centralisées, uniformisantes et souvent déconnectées des spécificités régionales.

L'objectif d'EU Charade est double : remettre les décisions énergétiques entre les mains des citoyens et s'assurer que la transition énergétique ne sacrifie pas la biodiversité, la souveraineté régionale ou la cohérence des choix techniques. Par des actions de plaidoyer, de mobilisation citoyenne et des propositions concrètes, le mouvement vise à redonner du sens à la planification énergétique européenne.

Un moratoire : pour arrêter l'hémorragie et rétablir le contrôle

L'appel au moratoire n'est pas une opposition dogmatique à la transition énergétique, mais un appel urgent à la rationalisation. EU Charade et ses partenaires estiment que tant qu'une évaluation indépendante et exhaustive de l'efficacité, du coût réel et de l'impact environnemental

des projets éoliens et solaires à grande échelle n'aura pas été réalisée, il est irresponsable de poursuivre dans la voie actuelle.

L'objectif de ce moratoire est d'arrêter le cycle des investissements incontrôlés, souvent motivés par la spéculation, et de réorienter les fonds publics vers des solutions durables, planifiables et acceptables au niveau local. C'est un acte de bon sens : suspendre pour repenser, réévaluer pour reconstruire. Il marque ainsi une rupture avec une politique énergétique déconnectée des citoyens et des collectivités locales, et ouvre la voie à une transition fondée sur la transparence, l'efficacité et la responsabilité.

Gaspillage de l'argent public : l'impasse systémique des énergies renouvelables variables

Derrière les promesses vertueuses se cache une réalité implacable : les énergies renouvelables variables (éolien, solaire) entraînent un gaspillage structurel des fonds publics, alimenté par les dysfonctionnements inhérents à leur caractère intermittent.

1. Un gouffre financier institutionnalisé

Les mécanismes de soutien (tarifs de rachat, certificats verts) ont déjà détourné des dizaines de milliards d'euros pour subventionner des installations qui seraient incapables de fonctionner sans aide publique. Pire, ces sommes colossales ne couvrent même pas les infrastructures nécessaires à leur intégration : le seul projet danois d'"île énergétique", nécessaire au transport de l'énergie éolienne offshore, coûte environ 30 milliards d'euros. C'est un non-sens économique, car il faut en même temps financer un **double réseau électrique** : l'un pour les énergies renouvelables, l'autre pour les centrales contrôlables (hydroélectricité, gaz,...) qui sont indispensables en cas de défaillance.

2. Surproduction, prix négatifs : les contribuables paient deux fois

L'intermittence crée des distorsions ingérables : lorsque la production atteint son maximum, les prix deviennent **négatifs** (jusqu'à -200€/MWh en Allemagne en 2024), un record battu par la Belgique début mai 2025 avec -462€/MWh - après avoir déjà atteint -266€/MWh le 27 avril 2025 (RTBF). Les États devront alors indemniser les producteurs d'électricité... pour qu'ils *arrêtent de* produire. Dans le même temps, les gestionnaires de réseaux dépensent des millions en "services d'équilibrage" pour stabiliser le réseau (le maintenir à 50 Hz, éviter les black-out), tandis que les centrales à gaz - vitales en période de "dunkelflaute" (absence de vent/soleil) - reçoivent des **compensations** (CRM) lorsqu'elles sont obligées de réduire leur activité. Résultat : une surfacturation permanente, répercutée via les taxes sur les factures des ménages.

3. Un réseau électrique au bord de l'effondrement

L'effondrement du réseau ibérique en avril 2025 (10 heures de black-out pour 25 millions de personnes) a révélé une faille structurelle : les énergies renouvelables, qui n'ont pas d'"inertie", rendent le réseau ultra-sensible aux fluctuations. Pour éviter l'effondrement, les pays investissent massivement dans les réseaux intelligents, les interconnexions transfrontalières et les pylônes THT, un millefeuille technologique qui se chiffre en centaines de milliards à l'échelle européenne.

4. L'illusion d'une transition "rentable"

Chaque MWh variable d'énergie renouvelable nécessite en fait des dépenses auxiliaires cachées :

- Stockage (batteries, hydrogène) : non viable à grande échelle avant des décennies.
- Taxes pour compenser les excédents des producteurs intermittents.
- Coûts de l'explosion de la précarité énergétique (Allemagne : +43% sur les factures depuis 2020).

Conclusion : halte à la fuite en avant

Cette mauvaise gestion systémique appelle à un moratoire immédiat sur les nouveaux projets d'énergie renouvelable. L'argent public doit être réorienté vers des solutions contrôlables et durables, faute de quoi nous alimenterons une spirale infernale : plus nous installons d'énergies renouvelables, plus nous devons dépenser pour compenser leurs lacunes... et plus la charge qui pèse sur le public est lourde.

Chiffres clés :

- 30 milliards d'euros : coût d'une seule "île énergétique" danoise.
- 200 millions d'euros par an : Dépenses allemandes pour éviter les pannes d'électricité.
- +15-30% : augmentation moyenne des factures en Europe depuis 2020 grâce aux énergies renouvelables (Commission européenne, 2024).
- Encl : Raisons du moratoire (1 page)